



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(CCTP)

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles R.2123-1 et R.2123-2, du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif au code de la commande publique - Famille 2 « services administratifs, sociaux, éducatifs et culturels » de l'avis relatif aux contrats de la commande publique, CPV n° 80530000 – 8 « service de formation professionnelle »)

RÉALISATION D'ACTION DE FORMATION

« EXPRESSION DANS LES MÉDIAS - MÉDIA TRAINING »

ACCORD-CADRE n° 2025-9245-001

Objet de la consultation

Le présent accord-cadre a pour objet l'action de formation « expression dans les médias-média training » pour les agents de l'Office national des forêts et ses filiales ONF ENERGIE, ONF INTERNATIONAL et VEGETIS.

Identification des pouvoirs adjudicateurs, membres du groupement de commandes

OFFICE NATIONAL DES FORETS
2, bis avenue du général Leclerc
94704 Maisons-Alfort Cedex

ONF ENERGIE
2, bis avenue du général Leclerc
94704 Maisons-Alfort Cedex

ONF INTERNATIONAL
2, bis avenue du général Leclerc
94704 Maisons-Alfort Cedex

ONF VEGETIS
27 Chemin des Mazes, ZAC des Hauteurs du Loing,
77140 NEMOURS

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur Bertrand MULLARTZ, Directeur des Ressources Humaines de l'Office national des forêts en qualité de coordinateur du groupement de commandes.

S O M M A I R E

1.	PRESENTATION DE L'ONF ET CONTEXTE -----	1
2	OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE -----	1
3	CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS ATTENDUES -----	2
4.	MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION -----	5
5.	OBLIGATIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE-----	6
6.	MOYENS MIS EN ŒUVRE ET PERSONNEL AFFECTE A LA MISSION -----	6
7.	PROPRIETE INTELLECTUELLE-----	6
8.	GARANTIES -----	8
9.	EFFETS VIS-A-VIS DES TIERS -----	9
10.	CREATIONS REALISEES PAR L'ONF ET CONFIEES AU TITULAIRE -----	9
11.	OBLIGATION DE DISCRETION - CONFIDENTIALITE -----	9

1. PRESENTATION DE L'ONF ET CONTEXTE

1.1 Présentation de l'ONF

1.1.1 Missions

L'Office national des forêts assure la gestion de près de 11 millions d'hectares de forêts publiques en métropole et dans les DOM. Etablissement public, l'ONF assure au quotidien l'équilibre entre les différents usages de la forêt : la production de bois, la protection de l'environnement et l'accueil du public.

L'Office réalise également des missions de service public pour le compte de l'État dans les domaines de la prévention et de la gestion des risques naturels et propose des produits et des services pour les collectivités et les entreprises. L'ONF est placé sous la double tutelle du ministère en charge de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt, et du ministère en charge de la transition écologique.

1.1.2 Organisation

L'effectif total de l'ONF est d'un peu moins de 8200 personnes. L'ONF est divisé en 9 directions territoriales (DT) et 2 directions régionales (DR) réparties entre France métropolitaine et l'Outre-Mer.

Pour en savoir plus, consultez le site internet ONF : www.onf.fr

La direction de la communication a pour ambition de contribuer aux objectifs stratégiques et opérationnels de l'ONF. Garante de la maîtrise de l'image de l'ONF, elle assure sa lisibilité, sa notoriété et son attractivité auprès des médias. Or il n'est pas toujours facile et naturel de s'exprimer avec aisance devant un micro ou une caméra.

Dans l'exercice de leur fonction, un certain nombre de personnels de l'ONF sont mobilisés comme porte-paroles de l'établissement pour répondre aux questions des journalistes dans le but de :

- informer le public sur le rôle et le fonctionnement de l'ONF,
- communiquer sur des thématiques spécifiques (les coupes en forêt, les incendies etc...),
- répondre en période de crise ou lors d'un événement.

L'ONF souhaite poursuivre un programme de formation média training (initié en 2017) pour ses porte-paroles. L'environnement changeant et les thématiques dans lequel évolue l'établissement, font du média training une préoccupation majeure et stratégique.

2 OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation d'action de formation « expression dans les médias-média training » pour les agents de l'Office national des forêts et ses filiales ONF ENERGIE, ONF INTERNATIONAL et ONF VEGETIS.

2.2 Allotissement

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

3 CARACTERISTIQUES DES PRESTATIONS ATTENDUES

3.1 Objectif(s) de la formation

A l'issue de la formation, le stagiaire aura acquis des méthodes et des outils pratiques quant à la structuration du discours et la maîtrise de l'expression dans les médias :

- maîtriser la relation avec les médias (presse, radio, TV),
- construire son message permettant au public de comprendre le rôle et la valeur ajoutée de l'ONF,
- avoir les bons comportements face à un journaliste,
- faire face à la pression médiatique.

3.2 Public visé :

Cette formation s'adresse aux « porte-paroles ».

Ces porte-paroles sont divisés en 4 groupes et ont les profils suivants :

- Les directeurs d'agence récemment nommés (une dizaine par an),
- Les responsables de services (service forêt, bois...),
- Les responsables communication en territoire,
- Les responsables d'unité territoriale nouvellement nommés (35 à 40 par an).

Ces personnes ont des contacts réguliers avec les médias régionaux (France Bleu, France 3, presse quotidienne, régionale...). Ils sont pour certains sollicités par la direction générale pour s'exprimer dans les médias nationaux.

- Les dirigeants :
 - o directeurs territoriaux pour la métropole
 - o directeurs territoriaux pour Guyane, Martinique et Corse
 - o directeurs régionaux : Réunion et Guadeloupe
 - o certains directeurs de la direction générale
 - o représentants des filiales

3.3 Préparation des formations

Il est convenu que le titulaire prévoit les jours nécessaires à la préparation des formations ad hoc dans son offre. Toutes les prestations nécessaires à la bonne exécution de la formation sont réputées incluses dans le marché, y compris lorsqu'elles ne font pas l'objet d'une stipulation spécifique, et sauf exclusion expresse.

De même une session pilote et une réunion de débriefing seront organisées, afin d'effectuer les éventuels ajustements nécessaires avant déploiement des sessions.

Les candidats devront présenter dans leur offre leurs processus administratifs (permettant d'identifier le qui fait quoi, les délais et l'organigramme) et présenter des exemples de livrables de formation (supports de formation, programme détaillé de chaque session de formation).

3.3.1 Prise de connaissance de l'ONF

Afin de proposer une formation adaptée à l'établissement, le titulaire devra prendre connaissance des activités de l'ONF et de ses filiales, de son actualité ainsi que des profils des personnes à former. Pour cela, le titulaire du marché indique dans son offre technique sa méthodologie de préparation pour chaque session et les outils dont il doit disposer à cette fin.

De son côté, l'ONF s'engage à remettre au titulaire, après la notification du marché les différents documents existants afin de le guider dans les messages à transmettre aux apprenants.

3.3.2 Matériels nécessaires à la réalisation des formations

Le titulaire s'engage à fournir le matériel nécessaire pour simuler les différents types d'interviews radio/TV/presse écrite, à savoir :

- matériel audiovisuel permettant l'enregistrement et la visualisation des séquences (caméra, micro, éclairage, télévision ...),
- matériel permettant l'enregistrement et l'écoute, pour les simulations « radio ».

3.4 Types de formation et méthodes pédagogiques souhaitées pour l'animation des sessions de formation

La formation « S'exprimer dans les médias » se décline en 4 modules de formation de niveaux différents :

- Module de formation niveau « initiation » (1 jour) :

Cette formation s'adresse aux personnes n'ayant jamais été formées.

- Module de formation niveau perfectionnement (1 jour) :

Cette formation s'adresse aux personnes désireuses d'approfondir des cas pratiques dans le cadre de leur relation avec les médias.

- Module de formation « thématique spécialisée » (1 jour) :

Cette formation s'adresse aux personnes ayant déjà suivi le module de formation niveau « initiation ».

- Module de formation « spéciale dirigeants » (0.5 à 1 jour) :

Cette formation s'adresse au top management. Compte tenu de leurs obligations, cette formation devra être condensée sur une demi-journée ou 1 journée.

Les sessions de formation niveau « initiation », « perfectionnement » seront composées de **4 stagiaires maximum** et les sessions « thématique spécialisée » de **8 stagiaires maximum**.

Les sessions « spéciale dirigeants » pourront être individuelles pour s'adapter à un besoin précis.

❖ Méthodes pédagogiques souhaitées pour l'animation des sessions de formation :

- méthode expositive
- méthode participative (exercices pratiques individuels et/ou en groupe, études de cas, mises en situation, ateliers)

Afin de permettre une animation efficace, l'ONF exige une « double animation », par un animateur/formateur et un journaliste.

Le prestataire retenu assurera la conception des 4 modules de formation, des guides d'animation ainsi que des programmes détaillés des 4 modules (précisant les horaires de formation).

L'intervenant s'engage à remettre un support pédagogique aux stagiaires et au coordinateur de la session.

La coordination pédagogique et logistique des sessions de formation sera assurée par le chef de projet ONF du pôle formation.

3.5 Contenu indicatif de la formation

Il est précisé que le contenu de chaque module devra être adapté en fonction des différents publics.

- **Module de formation niveau « initiation »**

Objectifs de cette formation :

- Acquérir les grands principes d'expression quel que soit le type de média : informer, argumenter, humaniser, convaincre
- Acquérir les bases théorique et méthodologique des grands principes de l'interview : la déclaration, le choix des mots, etc...
- Anticiper les attentes des journalistes et savoir rebondir face à l'imprévu

Thématiques à développer :

Les thématiques seront notamment les suivantes :

- Comprendre le fonctionnement du journaliste
- Les règles de l'information
- Les enjeux d'une interview : préparation, maîtrise, objectifs, technique, messages clé...
- Faire passer un message clair et concis
- Conforter son image et son rôle de porte-parole
- Le contrôle du stress

Cette liste est non exhaustive, le titulaire peut proposer dans son offre d'autres thématiques permettant la réalisation des objectifs de la formation.

La durée de ce module est de 1 jour.

- **Module de formation niveau « perfectionnement »**

Elle s'adressera à des personnes ayant déjà suivi une formation de type « media training ». Ainsi, elle devra s'appuyer principalement sur des exercices/mises en situation sur une durée d'1 jour.

- **Module de formation « thématique spécialisée »**

Elle s'adressera à des personnes ayant déjà suivi une formation de type « media training ». Elle visera à leur permettre, à travers des ateliers collaboratifs, d'être capable de réagir et convaincre face aux questions contraignantes et complexes des médias et des parties prenantes, en s'appuyant principalement sur des situations concrètes issues d'exemples réels.

La durée de ce module est de 1 jour.

Thématiques envisagées : les coupes de bois en forêt, l'adaptation des forêts au changement climatique...

- **Module de formation niveau « spéciale dirigeants »**

Le programme de formation devra être totalement adapté aux participants et à l'actualité qui les concerne. La durée de ce module est de 1 jour.

Éléments communs aux quatre programmes

L'accent doit être mis particulièrement sur les thèmes suivants :

- Les techniques de l'interview en direct,

- Les techniques de réponses aux « micros tendus »,
- Les fondamentaux de l'intervention télévisée,
- La distinction interview face à face, au téléphone, en plateau, en duplex,
- La maîtrise de l'interview d'investigation : comment imposer ses arguments ? Comment éviter de se faire déborder ? Comment éviter les mots malheureux ?...
- La maîtrise du débat contradictoire : réussite des 5 premières minutes, structuration de l'intervention pour capter l'attention, bien se positionner par rapport au contradicteur, ne pas se laisser interrompre...

Le titulaire mettra en œuvre des jeux de rôles sur les problématiques de l'ONF, par exemple :

- Comment gérer certaines contestations du grand public et des élus face à des coupes d'arbres ?
- Comment l'ONF reconstitue une forêt après incendie ?

3.6 Evaluation

Evaluation du stagiaire

Le titulaire prévoit à la fin du stage la remise d'une fiche personnalisée à chaque stagiaire indiquant les points sur lesquels il doit s'améliorer.

Evaluation du formateur

A l'issue de chaque session de formation, l'ONF réalisera :

- Un bilan écrit permettant de mesurer le degré de satisfaction des participants,
- Un bilan oral permettant d'apprécier le ressenti des participants.

Les résultats seront communiqués au titulaire.

4. MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

4.1 Réunions

Des réunions sont prévues aux différentes étapes du marché, notamment les réunions suivantes :

- une réunion de lancement du marché (0,5 j),
- une réunion de débriefing suite à la session pilote (0,5 j),
- d'autres réunions ou points téléphoniques en cas de dysfonctionnement éventuel.

Des journées préparatoires pour l'actualisation des sessions de formation pourront être organisées si les actualités de l'établissement le nécessitent.

4.2 Organisation et planning

Le planning des formations sera établi conjointement entre l'ONF et le titulaire, toutefois le titulaire peut proposer un planning prévisionnel de mise en œuvre (réunion préparatoire et premières sessions de formation).

4.3 Modalités d'annulation

En cas d'annulation ou de modification du planning d'une ou plusieurs sessions par le titulaire, celui-ci s'engage à respecter un délai de prévenance de 20 jours ouvrés au moins avant la date de la session concernée. A réception de la demande d'annulation ou de modification du planning, l'ONF dispose de 72h pour faire droit à la demande du titulaire. Le titulaire s'engage alors à proposer des dates de remplacement dans les plus brefs délais.

En cas de refus de report ou de suppression de formations par l'ONF des pénalités de retard sont prévues à l'article 9 du CCAP.

4.4 Livrables

Le titulaire du marché remettra lors des sessions de formation :

- 1) Le programme,
 - 2) Un livret à chaque stagiaire comprenant le support de formation, ainsi que les supports des exercices pratiques (vidéo sous format numérique le cas échéant), fiche synthèse des exercices.
- Les principaux apports méthodologiques et la fiche « plan d'actions » individuelle.

Les livrables seront transmis sous format électronique et sur support papier uniquement pour le livret remis au stagiaire.

A la suite de chaque session de formation, le titulaire remettra à l'ONF les plans d'actions individuels de chaque stagiaire, sous pli confidentiel, s'il y a lieu.

Les livrables sont soumis à vérification de l'ONF conformément aux stipulations du présent CCTP, ils doivent être transmis au moins 4 semaines avant la tenue de la 1ère session. En cas de modification apportée par le titulaire sur les documents cités ci-dessus, le titulaire s'engage à transmettre au moins 2 semaines avant la tenue d'une formation les documents modifiés à l'ONF.

5. OBLIGATIONS A LA CHARGE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu à une obligation de moyens et de conseil, entendue de façon générale, portant sur tous les aspects des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, il s'engage à alerter l'ONF sur toutes les difficultés ou questions ressortant de sa compétence même si elles ne font pas l'objet d'une stipulation particulière du marché.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'ONF, compte tenu des prestations qui lui sont confiées par le présent marché.

Pour l'exécution de sa mission, le titulaire est tenu d'assister à toutes les réunions de travail organisées par l'ONF si besoin est, et à toutes celles qui s'avéreront nécessaires à la bonne exécution du marché.

6. MOYENS MIS EN ŒUVRE ET PERSONNEL AFFECTE A LA MISSION

Le titulaire désigne un interlocuteur unique chargé de suivi du marché avec l'ONF.

Le titulaire a recours aux personnels et aux outils pédagogiques adaptés aux prestations de formation qui lui sont demandées.

Il s'engage à faire exécuter la prestation par un personnel spécialisé dans le domaine concerné, tel que proposé dans son offre.

La personne responsable du marché peut, à tout moment, demander au titulaire le remplacement d'une ou de plusieurs personnes physiques affectées à l'exécution du marché, si elle le juge nécessaire.

7. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les prestations réalisées au titre du présent marché sont régies, quant aux droits de propriété intellectuelle, par les stipulations suivantes :

7.1 Droits d'auteurs

Le titulaire du marché se charge de toutes les autorisations et formalités d'obtention des droits auprès des auteurs et des tiers qui participeraient à l'exécution de la prestation qui lui est confiée dans le cadre du présent marché.

Il s'assure du reversement de leurs droits aux auteurs, soit directement, soit par l'intermédiaire de sociétés de perception et de répartition des droits d'auteurs et de l'acquittement des taxes auprès des organismes compétents.

En contrepartie du paiement du prix, le titulaire cède l'ensemble des droits d'exploitation attachés au résultat de ses prestations.

A ce titre, il cède sur l'ensemble des créations conçues et réalisées dans le cadre du marché notamment, tous les livrables prévus à l'article 4.4 y compris sur tous les documents intermédiaires nécessaires aux sessions de formations et remis à l'ONF les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation ci-après définis.

7.2 Détail des droits patrimoniaux cédés

7.2.1 Droit de reproduction

Le droit de reproduction s'entend comme le droit de fixer ou de faire fixer matériellement l'œuvre par tous procédés qui permettent de l'archiver ou de la communiquer au public, et notamment :

- le droit de reproduire ou d'enregistrer par copie, gravure, imprimerie, dessin, photographie, enregistrement mécanique, électrique, magnétique, numérique, cinématographique ou vidéographique sur tous supports tels que supports papier, carton, plastique, pellicules, photographiques, films, diapositives, en couleur ou en noir et blanc, vidéodisques, CD-Rom, CDI, CD-Photo, DVD, clef, USB, bandes magnétiques, disques magnétiques et/ou optiques, microcartes, microfiches ou microfilms par voie analogique ou numérique et selon tous procédés connus ou inconnus à ce jour ;
- le droit d'établir ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira à l'ONF ou à ses ayants droit, autant d'exemplaires, doubles ou copies, en tous formats et par tous procédés précédemment mentionnés.

7.2.2 Droit de représentation

Ce droit s'entend comme le droit de communiquer l'œuvre au public par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu à ce jour, et notamment :

- le droit d'éditer ou de faire éditer les œuvres en vue de leur diffusion dans le monde entier sous toute forme ;
- le droit de communiquer au public les œuvres ou leurs adaptations en tous pays ;
- le droit de présenter ou de faire présenter publiquement les œuvres ou leurs adaptations dans le monde entier par voie de télédiffusion par onde, câble ou satellite, ainsi que par tous les procédés informatiques (notamment sur les sites internet édités ou co-édités par l'ONF), et au moyen de supports tels que les CD-Roms, CDI, DVD, clef USB, films, produits vidéogrammes, notamment les produits multimédias, à destination de tous les publics - le droit de présenter ou faire présenter les œuvres publiquement par projections en tous lieux accessibles à tous publics.

7.2.3 Droit de modification et d'adaptation

Le droit d'adaptation et le droit de modification s'entendent, conformément à l'article L.122-4 du CPI, comme la possibilité de modifier ou d'adapter les œuvres en fonction des différents supports cités précédemment, en fonction de l'intégration de celles-ci à d'autres œuvres ou en fonction d'impératifs liés à l'établissement public et notamment :

- le droit de reproduire tout ou partie des œuvres dans une œuvre multimédia, en procédant le cas échéant aux modifications nécessaires ;
- le droit d'adapter les œuvres sous forme d'éléments d'une œuvre collective ou d'une œuvre composite et notamment sous forme d'éléments d'une œuvre multimédia ou d'un site internet.

7.2.4 Types d'exploitations prévues

Les droits patrimoniaux cédés pourront faire l'objet d'une exploitation directe ou indirecte, à titre commercial ou non commercial, pour des exploitations destinées à la promotion et/ou à la communication de l'ONF.

L'ONF, ses partenaires et ses prestataires liés par une convention pourront faire autant d'exploitations successives des œuvres qu'il lui conviendra dans le cadre des actions de communication et/ou d'information liées à la promotion de l'ONF lui-même et de ses différentes activités.

Est également cédé le droit d'exploitation des œuvres par l'ONF en vue de la constitution et de l'exploitation d'un patrimoine d'archives par cet établissement ou tout ayant droit de l'ONF.

8. GARANTIES

Le titulaire garantit à l'ONF, ses partenaires et ses prestataires être seul titulaire des droits de propriété intellectuelle cédés au titre du présent marché et garantit en conséquence à l'ONF et à ses prestataires le libre exercice et une jouissance paisible des droits en question.

Le titulaire fait son affaire d'obtenir des auteurs, inventeurs, graphistes, photographes, réalisateurs et plus généralement concepteurs, qu'ils soient ou non ses salariés, ses fournisseurs ou ses sous-traitants, la cession des droits de propriété intellectuelle précités. En tout état de cause, le titulaire prémunit l'ONF, ses partenaires et ses prestataires contre toute revendication des tiers quant aux droits de propriété intellectuelle et au droit à l'image et lui en garantit l'exercice paisible.

Si une action en justice fondée sur une revendication de droit à l'image et/ou de droit de propriété intellectuelle est intentée à l'encontre de l'ONF, de ses partenaires ou de ses prestataires, le titulaire paiera les frais et les dépenses et versera les dommages intérêts qui peuvent être mis définitivement à la charge de l'ONF ou de ses partenaires ou prestataires au cours d'une telle action.

Le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures en son pouvoir pour que l'ONF, ses partenaires et ses prestataires ne soient pas troublés dans l'usage des prestations réalisées dans le cadre du marché.

Le titulaire garantit ne pas avoir concédé quelque droit que ce soit, à quiconque, à propos des créations et s'interdit, en outre, d'exploiter ou de faire exploiter, directement ou indirectement, par un ou plusieurs tiers, avec ou sans modification de quelque nature que ce soit, un ou plusieurs ou tous les éléments des créations.

Au cas où des contrefaçons étaient constatées, il s'engage à apporter à l'ONF son aide et son assistance dans le cadre notamment de toute action judiciaire et à relever et garantir les bénéficiaires de la cession en cas d'éviction et de condamnation.

Au titre du marché, le titulaire cède la propriété matérielle de l'ensemble des créations.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'ONF toute demande d'exploitation qui lui serait faite par un tiers.

Le titulaire ne pourra communiquer les résultats des créations à des tiers, à titre gratuit ou onéreux, qu'avec l'autorisation préalable écrite de l'ONF.

9. EFFETS VIS-A-VIS DES TIERS

Les héritiers et tous les ayants droit du titulaire devront, dans la mesure du possible, se faire représenter vis à vis de l'ONF par un mandataire commun, si nécessaire.

L'ONF est habilité à accorder à des tiers, tant en France qu'à l'étranger et, le cas échéant, par voie de cession, toutes les autorisations d'exploiter, à titre commercial ou non, les droits qui lui sont cédés.

Dans le cas de sous-traitants, le titulaire s'engage sur l'acceptation des clauses de cession de droits des sous-traitants conformément aux dispositions ci-dessus.

10. CREATIONS REALISEES PAR L'ONF ET CONFIEES AU TITULAIRE

Le titulaire n'acquiert aucun droit de propriété intellectuelle d'aucune sorte, du fait de l'exécution des prestations prévues au marché lorsque les créations ont été réalisées par l'ONF.

Les parties déclarent expressément que les dispositions du présent article 10 demeureront en vigueur après la cessation du présent marché, pour quelque cause que ce soit et notamment en cas de résiliation du présent marché, qu'il y ait ou non faute du titulaire.

11. OBLIGATION DE DISCRETION - CONFIDENTIALITE

Tant pendant la durée du marché qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) concernant l'ONF, et notamment ses clients, et activités, communiqués au titulaire par l'ONF ou toute autre entité ou personne physique à l'occasion du marché, ou dont le titulaire, ses salariés, collaborateurs ou sous-traitants auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal), quelles qu'en soient la forme et la nature, à l'exclusion des informations qui étaient notoirement et publiquement divulguées avant leur obtention et/ou réception par le titulaire.

Les documents fournis par l'ONF au titulaire, pour la réalisation des prestations du marché, lui sont rendus à la fin de la durée du marché. Le titulaire s'engage à détruire toutes les reproductions qu'il en aurait faites.